



Les États-Unis sont-ils en train de changer de cap ?

Il faut parfois avancer une thèse audacieuse pour se rapprocher de la vérité : les États-Unis se rapprochent bel et bien de la Russie afin de conserver une présence au Moyen-Orient, qu'ils sont sur le point de perdre. L'Europe est laissée pour compte et sera rachetée plus tard par les États-Unis pour une bouchée de pain

Peter Hänseler

sam. 24 oct. 2026 19 min de lecture

Introduction

Dans cet article, je tente de jeter un regard dans les coulisses de la politique d'un président qui s'est présenté comme un artisan de la paix, mais qui, par les guerres qu'il a déclenchées ou attisées, n'a pas seulement semé la mort et la souffrance. Elles

lui ont aussi montré clairement les limites de l'empire hégémonique occidental. À bout de souffle sur le plan militaire, à bout de souffle sur le plan économique, et n'étant plus pris au sérieux sur le plan diplomatique, les États-Unis chercheront une issue – et en trouveront certainement une.

Les affirmations et prévisions formulées dans cet article ont pour but de susciter la réflexion et le débat. Un voyage provocateur vers la prochaine ère.

Mauvaises perspectives pour les élections de mi-mandat

Problèmes pour Trump – une procédure de destitution menace

Ce ne sont (que) des élections législatives qui ont lieu. À la Chambre des représentants, les 435 sièges sont renouvelés. Au Sénat, 33 des 100 sénateurs sont réélus. Les sénateurs sont élus pour six ans et, tous les deux ans, un tiers d'entre eux doit se présenter aux élections. Trump lui-même n'est pas concerné.

Pourtant, l'enjeu est de taille pour Trump, voire décisif pour le reste de son mandat. Beaucoup affirment qu'il doit s'attendre à une procédure de destitution, car il a enfreint d'innombrables lois, notamment avec la guerre contre l'Iran. Après la guerre du Vietnam, le Congrès a adopté la « War Powers Resolution ». Selon l'interprétation du Congrès qui y est énoncée, le président ne peut en principe engager les forces armées américaines dans des combats que si

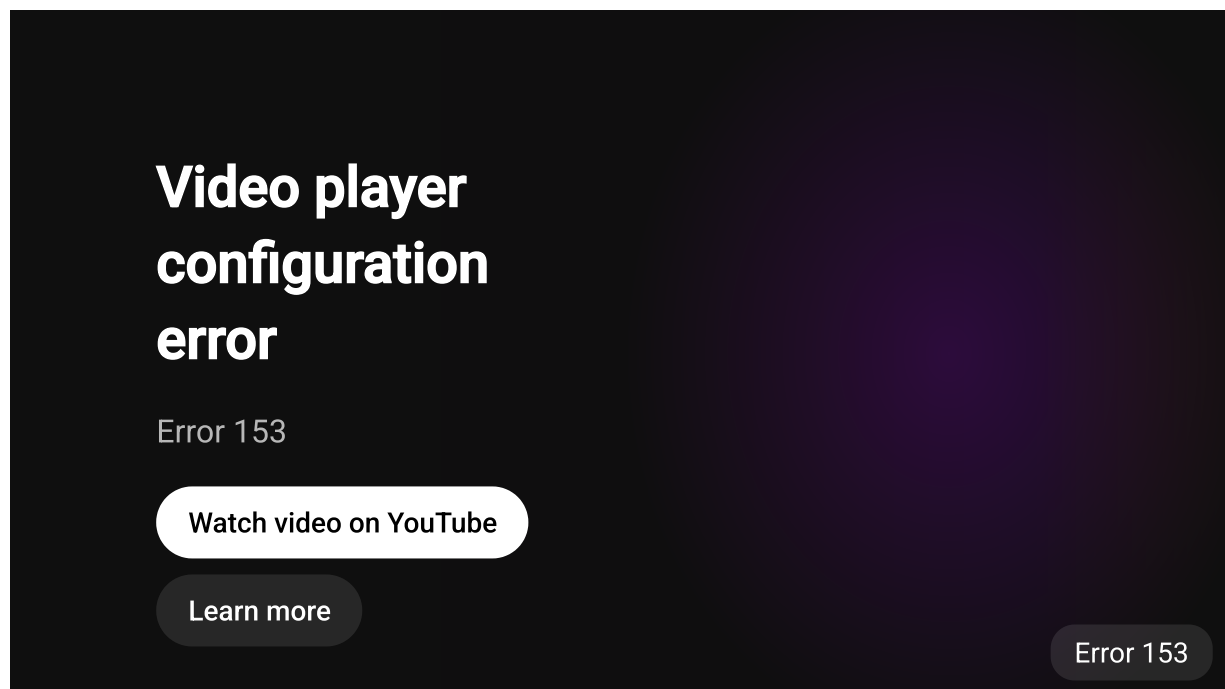
1. le Congrès a déclaré la guerre,
2. si le Congrès a expressément autorisé cette intervention par voie législative ou
3. s'il existe un état d'urgence national à la suite d'une attaque contre les États-Unis, leurs territoires ou leurs forces armées.

Néanmoins, une procédure de destitution s'annonce difficile. Certes, la procédure peut être officiellement lancée à la majorité simple à la Chambre des représentants. Cependant, c'est ensuite le Sénat qui mène la procédure, et une condamnation et une destitution nécessitent une majorité des deux tiers, soit 67 voix. Si l'on en juge par les tendances, environ 55 démocrates siégeront au Sénat après les élections ; selon ce calcul, il faudrait donc qu'au moins 12 républicains approuvent la condamnation et la destitution de Trump, ce qui est peu probable. Néanmoins, s'il perd les deux chambres, Trump deviendra un « *canard boiteux* », c'est-à-dire qu'il sera fortement isolé et ne pourra plus mener à bien aucun projet, à condition qu'il respecte la loi en vigueur, ce dont on peut toutefois douter.

Actuellement, le Sénat compte 53 républicains, 45 démocrates et 2 indépendants. À la Chambre des représentants, on dénombre actuellement 218 républicains, 214 démocrates et un indépendant ; deux sièges sont vacants. Les républicains disposent donc d'une majorité dans les deux chambres.

Pour Trump, il n'y a qu'une seule direction : aller de l'avant

Trump ne serait pas Trump s'il ne considérait pas les élections législatives comme un vote de confiance à son égard. Il est le plus grand et il ne peut tout simplement pas comprendre que tout le monde ne l'aime pas. Il a d'ailleurs été déçu de ne pas avoir obtenu, une nouvelle fois, le prix Nobel de la paix. Voilà un exemple du monde dans lequel vit M. Trump.



Les chiffres bruts n'augurent rien de bon pour Trump

À l'heure actuelle, la situation s'annonce mauvaise pour les républicains et, par conséquent, pour Trump. Au 14 octobre 2026, les prévisions indiquent les résultats suivants :

- Les démocrates remportent les deux chambres : 61 %
- Les démocrates remportent la Chambre des représentants, les républicains conservent le Sénat : 30 %
- Les républicains remportent les deux chambres : 11 %
- Les républicains remportent la Chambre des représentants, les démocrates remportent le Sénat : 1 %

Trump n'est pas les États-Unis

Le président est aux commandes, mais ce sont d'autres qui dirigent

Je me suis déjà exprimé sur les mécanismes de la politique étrangère américaine dans mon article «[Guerre sans paix – la stratégie américaine n'a pas grand-chose à voir avec Trump](#)». Si l'on regarde au-delà de l'homme qui se donne de grands airs à la Maison Blanche, on découvre une stratégie certes impitoyable et de sang-froid, mais néanmoins cohérente, mise en œuvre par ceux qui tirent réellement les ficelles. Cette stratégie se caractérise notamment par des guerres sans fin. Celles-ci sont lucratives pour les instigateurs, car elles sont financées par la collectivité. Gagner ces guerres n'a jamais été l'objectif ; en revanche, leur coût élevé et le stationnement permanent de troupes américaines dans des points névralgiques – c'est-à-dire riches en matières premières ou d'importance politico-stratégique – l'étaient tout à fait. Les États-Unis ont pris de grands risques géopolitiques qui s'avèrent de plus en plus infructueux. S'ils ne veulent pas tout faire capoter, ils doivent se recentrer sur un domaine dans lequel les Américains sont véritablement les meilleurs au monde : se réinventer.

La politique de Graham n'a pas survécu longtemps à celui qui lui a donné son nom

À première vue, on pourrait facilement considérer l'accord sur le diesel comme un coup de pub de Trump en pleine campagne électorale, car le volume total de cet accord correspond à la consommation américaine de diesel de moins d'une semaine, soit entre quatre et six jours. C'est une goutte d'eau dans l'océan et cela ne se justifie donc pas d'un point de vue économique. De plus, depuis cet accord, les États-Unis se montrent plus réservés quant à la fourniture à l'Ukraine de données de ciblage et d'alertes précoces, et le système Starlink a également été restreint. Les attaques du régime de Kiev en profondeur sur le territoire russe s'en trouvent ainsi rendues plus difficiles. Les Américains contredisent toutefois cette déclaration de Zelensky. La décision de Trump de suspendre la loi sur les sanctions contre la Russie, initiée par le défunt sénateur Graham, a toutefois une portée bien plus grande. Un indice clair que les États-Unis sont en train de repenser leur politique à l'égard de la Russie.

La soif historique de l'Occident d'affaiblir et de diviser la Russie

S'agit-il peut-être de bien plus que cela ? Je couche ici sur le papier mes réflexions concernant un changement de cap qui pourrait influencer durablement le conflit en Ukraine. Les États-Unis poursuivent – conjointement avec les Britanniques et l'UE – l'objectif d'affaiblir la Russie afin qu'elle finisse par s'effondrer ou puisse être

démembrée, dans le but de s'emparer de ses matières premières. Le « livre de recettes », le mode d'emploi de cette stratégie, a été publié en 2019 par la Rand Corporation sous le titre « [Extending Russia](#) » (en français : « Surmener la Russie »).

L'affaiblissement et le démembrement de la Russie constituent un plan de longue date. Par souci de simplicité, commençons par énumérer les attaques menées contre la Russie en partant de la guerre de Crimée (1853-1856). La Russie n'a finalement pas été anéantie, mais elle a perdu le droit de disposer de la flotte de la mer Noire et a dû patienter jusqu'en 1871 pour le récupérer. La guerre russo-japonaise (1904/1905), une tentative financée par la City de Londres, constitua la prochaine attaque contre la puissance militaire russe. La Première Guerre mondiale, associée à la Révolution d'octobre (1914-1917), qui entraîna la chute de l'Empire tsariste, suivit peu après. Cependant, avec la victoire des bolcheviks, les Britanniques perdirent le contrôle du cours des événements politiques. La Seconde Guerre mondiale permit à l'Union soviétique, dont la Russie constituait la plus grande partie, de s'imposer comme la plus grande puissance terrestre. La chute de l'Union soviétique (1991) a entraîné la liquidation des industries les plus précieuses par le biais d'oligarques financés par les Rothschild et d'autres bailleurs de fonds anglo-américains. Cela a rapproché la City de Londres de l'objectif de ses rêves comme jamais auparavant. Outre l'argent de leurs mécènes, les oligarques sous Eltsine disposaient d'une influence politique que l'on pouvait qualifier de considérable, voire d'omniprésente. Ce n'est qu'avec l'élection du président Poutine que le pouvoir a été arraché des mains des oligarques et, par conséquent, de la City de Londres. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Britanniques haïssent Poutine comme le diable haït l'eau bénite.

Les guerres ont fait saigner, souffrir et affaiblir la Russie, mais n'ont jamais réussi à sonner le glas de son existence. En 1917 et en 1991, les événements ont confirmé la citation (paraphrasée) de Clausewitz selon laquelle « on ne peut vaincre la Russie de l'extérieur, mais seulement la détruire de l'intérieur ». Les tentatives menées après 2000 pour installer, par exemple, Navalny ou Khodorkovski, n'étaient que des manœuvres insignifiantes, car elles ont échoué d'emblée en raison de leur manque de crédibilité en Russie. Finalement, on a eu recours à un [Bill Browder, un fraudeur fiscal condamné](#), pour attiser l'hostilité contre la Russie – sans le moindre succès en Russie.

La guerre par procuration sur le sol ukrainien est une fois de plus une attaque menée par l'Occident par tous les moyens – militaires, politiques, économiques – et qui échoue lamentablement. Jamais la Russie n'a été aussi forte sur les plans

militaire, économique (la Russie est le pays le moins endetté au monde, à l'exception de quelques États nains) et social : la grande majorité de la population soutient pleinement l'orientation géopolitique de la Russie.

Contrairement à d'autres acteurs politiques, les Américains semblent en prendre de plus en plus conscience, d'autant qu'à la guerre contre la Russie en Ukraine s'ajoute désormais, au Proche-Orient, un conflit qu'ils ont eux-mêmes provoqué et qui paraît, lui aussi, leur échapper.

Les États-Unis pourraient perdre complètement le Proche-Orient

Perte de puissance des États-Unis – pas à pas depuis 1979

Les Américains dominaient le Proche-Orient depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils ont d'abord pris le contrôle de l'Arabie saoudite aux Britanniques et, après le coup d'État [Ajax](#) (1953), ils ont également neutralisé les Britanniques en Iran. En 1979, l'Iran, l'un de leurs deux grands partenaires, leur a fait défaut. La guerre Iran-Irak (1980-1988), qu'ils ont alors déclenchée, a certes réjoui l'industrie américaine de l'armement et, au départ, les intérêts pétroliers américains en Irak, mais elle a échoué face à la résilience des Iraniens.

Les conflits qui ont suivi à partir de 1991 (Irak en 1991 ; Afghanistan à partir de 2001, Irak en 2003, Libye en 2011) ont à nouveau été un véritable festin pour le complexe militaro-industriel, mais n'ont laissé aux Américains, hormis la destruction et la mort, aucun résultat commercial durable. Après avoir tenté pendant un quart de siècle de convaincre chaque président américain de lancer une attaque contre l'Iran, Netanyahu y est parvenu avec le « blondinet » en février 2026. Le résultat a été et reste non seulement un fiasco militaire pour les États-Unis et Israël, mais il a également conduit à un renforcement de l'« axe de la résistance » à une échelle que ni Israël ni les États-Unis n'auraient jamais pu imaginer.

Le détroit d'Ormuz est contrôlé par les Iraniens – en collaboration avec Oman. Bab-al-Mandab est contrôlé par Ansarallah et semble avoir toutes les chances de renverser la maison des Saoud, même si [Alastair Crook](#), notre expert reconnu et auteur, estime que **le plus grand danger pour MBS vient de l'intérieur** : MBS mène donc une guerre sur deux fronts – un conflit militaire qu'il ne semble pas pouvoir maîtriser, et une querelle familiale. L'aide que lui apportent les Français et les Britanniques se limite à sa protection personnelle. Les forces armées saoudiennes sont composées de mercenaires bien payés qui s'enrichissent, mais ne sont certainement pas prêts à donner leur vie. Il en va de même pour les forces armées «

officielles » yéménites. À cela s'ajoute le fait que l'Irak et la Jordanie pourraient basculer et que la situation en Syrie est également instable. L'accord de La Mecque n'a donné aucun résultat jusqu'à présent : personne ne veut verser de sang.

Un effet domino est une possibilité réaliste – l'architecture britannique s'effondre

Si la maison des Saoud tombe, les autres monarchies du Golfe suivront inévitablement. Les Américains y perdront alors tout. Il en résulterait une restructuration territoriale et politique complète de toute la région, qui avait été tracée au crayon et à la règle par les Britanniques (avec l'aide des Français) dans le cadre de l'accord Sykes-Picot. Grâce à Sykes-Picot et à l'influence ultérieure des Britanniques, les pays suivants ont été « créés » jusque dans les années 70 afin d'assurer la suprématie anglo-saxonne : la Syrie, le Liban, l'Irak, la Palestine, la Transjordanie (dont est issue plus tard la Jordanie) en conséquence directe de Sykes-Picot, ainsi que l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis et Oman par la suite. Tous ces pays risquent de s'effondrer. Il ne s'agit pas d'États-nations ayant mûri naturellement, car ils sont dépourvus d'une identité nationale commune. Ce sont des entités artificielles, des corporations dont les dirigeants ont été dotés d'argent et de pouvoir pour représenter les intérêts de leurs fondateurs. Ces entités survivent tant qu'elles ne subissent pas de pression, car en cas de crise, les populations ne sont absolument pas en mesure de discerner pour qui et pour quoi elles se battent réellement.

Certes, on observe actuellement d'importants préparatifs de guerre de la part des Américains et des Israéliens, mais il est exclu qu'un nouveau bombardement de l'Iran apporte un quelconque progrès aux Américains. La « mère de toutes les bombes », dont on parle actuellement, est certes, avec ses 11 tonnes, la plus grosse bombe conventionnelle américaine, mais elle ne fera que soulever un peu de poussière face aux infrastructures de bunkers iraniens enfouies sous plus d'un kilomètre de granit. Même les bombes nucléaires n'auraient aucun effet – si ce n'est la contamination radioactive. Par ailleurs, les Iraniens ont déjà laissé entendre qu'en cas d'attaque, ils réduiraient les États du Golfe et Israël en cendres, ce qui, selon les experts, est tout à fait possible. J'exclus toute offensive terrestre contre l'Iran, car cela nécessiterait au moins plusieurs millions de soldats au combat pour faire face à une armée iranienne comptant actuellement 3 millions de soldats. Les États-Unis ne disposent tout simplement pas d'une telle armée, avec ou sans le soutien de l'OTAN. Ils pourraient certes s'emparer d'un îlot pour l'effet d'annonce, mais le tenir dans la durée, et justifier une telle offensive, défierait toute logique militaire.

Pour venir à bout des Houthis, il faudrait également des forces terrestres substantielles ; là encore, rien ne se passera qui puisse affaiblir la position des Houthis.

Ils n'ont pas lu Sun Tzu ou ne l'ont pas compris

Je considère comme faibles les chances que les Américains parviennent ne serait-ce qu'à maintenir leur position au Proche-Orient. Les Américains ont complètement sous-estimé les Iraniens, Ansarallah, le Hamas et le Hezbollah, et surestimé les Israéliens. La vie et l'histoire montrent sans cesse que la sous-estimation de l'adversaire peut mener à la ruine ; l'Allemagne en est un exemple, lorsqu'elle a envahi l'Union soviétique. Trump a parlé de l'Iran comme Hitler parlait de l'Union soviétique.

Vieux de 2 500 ans, *L'Art de la guerre* de Sun Tzu est abondamment cité et enseigné dans les académies militaires américaines, mais manifestement ni compris ni appliqué. Connaître l'adversaire, ainsi que ses propres forces et surtout ses faiblesses, est sans doute la condition préalable la plus importante pour remporter un conflit militaire.

Israël, en tant qu'État nazi, fera face aux Perses, aux Arabes et aux Turcs – seul

Les Israéliens, qui se présentent comme le peuple juif – ce que je conteste d'ailleurs –, pratiquent le génocide depuis 1948, ont élevé à partir de 2023 ces massacres au rang d'art pervers et n'ont, en la matière, rien à envier aux nazis. Je tiens toutefois à ajouter que les nazis commettaient ces crimes dans la clandestinité, tandis que les Israéliens commettent ces actes horribles au grand jour et en sont même fiers. La machine de propagande sioniste, alimentée par des milliards, commence à s'essouffler, même en Occident, bien que pratiquement tous les médias occidentaux soutiennent ce génocide. Même le journal suisse *Weltwoche*, dont l'éditeur Roger Köppel ne cesse de souligner qu'il adopte toujours la position contraire à celle du courant dominant, ne le fait pas dans ce cas précis – **il encourage avec ferveur le génocide** en le niant et en présentant le projet du « Grand Israël » comme un projet de paix et de démocratie.

Mis à part ces individus peu recommandables qui encouragent le génocide, personne n'aime les Israéliens. Comment le pourrait-on, alors que la grande majorité de la population israélienne soutient le génocide ? Ce que l'Occident passe sous silence, c'est que les États suivants refusent l'entrée sur leur territoire aux citoyens israéliens : l'Afghanistan, l'Algérie, le Bangladesh, Brunei, l'Iran, l'Irak, le Koweït, le Liban, la Libye, la Syrie, le Yémen et les Maldives. L'entrée sur le territoire a été rendue plus difficile en Malaisie, au Pakistan, à Oman et en Arabie

saoudite. Cela n'est pas uniquement lié à Israël en tant qu'État ; en effet, des milliers de vidéos circulent montrant des touristes israéliens se comportant de manière inacceptable, comme s'ils étaient une « race supérieure » – c'est notamment le cas en Thaïlande, où de nombreux restaurants refusent désormais de servir les Israéliens. Comme la plupart des gens sont trop ignorants pour faire la distinction entre sionistes et Juifs, ce sont une fois de plus les Juifs qui en font les frais et qui sont tenus pour responsables du comportement inacceptable d'Israël, un projet sioniste ; voir à ce sujet mon article « [L'antisionisme n'est pas de l'antisémitisme](#) ».

Je pars du principe que le problème d'Israël sera résolu par les victimes elles-mêmes. S'ils appliquent le principe de réciprocité dans le choix des moyens, il y a de quoi s'inquiéter.

Une nouvelle stratégie des États-Unis : la Russie comme intermédiaire au Proche-Orient

Il est toujours stupide de sous-estimer l'adversaire, et il serait naïf, dangereux et erroné de juger les réflexions stratégiques des Américains à l'aune des propos stupides de Trump. Une stratégie intelligente des États-Unis dans cette situation difficile pourrait en effet consister à donner carte blanche aux Russes – dans un avenir proche – en retirant leur soutien à l'Ukraine et aux Européens qui la soutiennent sur place, ce qui entraînerait un effondrement rapide du front ukrainien et permettrait aux Russes de remporter rapidement la victoire militaire.

Compte tenu de la situation actuelle et des rapports de force au Moyen-Orient, il est probable que les Américains perdent leur hégémonie sur l'une des régions les plus riches du monde : après la chute de la maison des Saoud et des États du Golfe, les États-Unis perdront leurs bases militaires dans cette région et tenteront de conserver leur influence commerciale – par exemple grâce à des licences d'exploitation, qu'ils chercheront alors sans doute à acquérir auprès des successeurs. Sans l'influence d'un puissant intermédiaire, cela ne sera pas possible. Dans le nouveau Moyen-Orient, les Turcs, les Iraniens, les Chinois ou les Russes pourraient endosser ce rôle. Le président Erdogan n'est pas un choix judicieux – il est à peu près aussi fiable que Trump ; les Iraniens, qui ont attaqué les États-Unis à plusieurs reprises, ne le sont pas non plus. Les Chinois constituent un second choix, car ils sont considérés par les Américains comme leur principal adversaire. Les Russes offrent de bonnes garanties, ne serait-ce que parce qu'ils tiennent toujours parole dans le cadre des traités internationaux. Cela ne cadre peut-être pas du tout avec la propagande occidentale, mais [le président Clinton a déclaré le 25 septembre 2013](#) : «

Il a tenu parole dans tous les accords que nous avons conclus.» À la question de savoir si Poutine avait jamais rompu un accord personnel avec lui, Clinton a répondu : « *Non, il ne l'a pas fait.* »

Les Américains ont donc de bonnes raisons de se réconcilier avec les Russes.

Les conséquences pour les États européens, l'OTAN et l'UE seront amères

Les Américains abandonneraient ainsi l'Europe, videraient l'OTAN de sa substance et neutraliseraient l'UE en tant que centre de pouvoir. Si les États-Unis quittent l'Europe, celle-ci ne pourra pas financer les dépenses liées à la lutte contre un ennemi (imaginaire), sans parler de la mise à disposition de troupes.

Le représentant le plus belliqueux en Europe est Friedrich Merz, qui, dans une Allemagne au bord du gouffre économique, fait de la menace russe la priorité de l'Allemagne.

« Ma plus grande préoccupation ne concerne PAS notre économie. Ma plus grande préoccupation concerne l'influence que la Russie exerce sur notre société. »

Cela frôle la folie, car les Allemands ne veulent absolument pas entrer en guerre contre les Russes. Ou n'est-ce pas de la folie ?

Peut-être Merz suit-il Hermann Göhring, qui a déclaré :

« Bien sûr, le peuple ne veut pas la guerre – ni en Russie, ni en Angleterre, ni en Amérique, ni même en Allemagne. Cela va de soi. Mais en fin de compte, ce sont les dirigeants d'un pays qui déterminent la politique, et il est toujours facile d'entraîner le peuple dans son sillage... Il suffit de lui dire qu'il est attaqué et de dénoncer les pacifistes pour manque de patriotisme et pour mise en danger du pays. Cela fonctionne de la même manière dans tous les pays. »

HERMANN GÖHRING, 18 AVRIL 1946

Le sang commence à bouillir dans les veines des peuples européens : personne ne leur a dit qu'ils courraient à leur perte à cause de leur attitude agressive envers la Russie. Les troubles en France, en Italie et en Albanie en témoignent – ils vont s'étendre tant sur le plan géographique qu'en intensité.

Ce ne sont pas là les conditions nécessaires pour survivre, et encore moins pour prospérer. Grâce à la propagande des médias occidentaux, la plupart des Européens ne sentent pourtant pas encore l'odeur de la ruine.

À moins d'un miracle, l'Europe deviendra un asile pour pauvres, puis les Américains reviendront avec des entreprises comme BlackRock et rachèteront l'Europe pour 10 centimes par dollar – tout en proclamant leur amitié. Comment cela s'était-il déjà passé lors de la Seconde Guerre mondiale et du sauvetage « amical » de l'Europe par les États-Unis ?

Conclusion

Cette réflexion trouve un terrain tout à fait fertile dans les réalités actuelles. Ce serait une voie qui pourrait empêcher la guerre mondiale entre les grandes puissances – et donc, en fin de compte, le grand Armageddon nucléaire.

Ce plan des Américains est-il communicable à leur propre peuple ? – Ce que les Européens ou Zelensky disent, pensent, souhaitent et veulent n'a aucune importance.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Trump, Donald Russie ÉTATS-UNIS